

Valais: la nouvelle élite valaisanne et la "subversion" catholique

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: Article

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - (1971)

Heft 152

PDF erstellt am: **15.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1028201>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Valais: la nouvelle élite valaisanne et la « subversion » catholique

Le 22 avril 1971, l'émission « Temps présent » ouvre un dossier sur l'Eglise catholique en Suisse romande. Au cours de l'émission, on interroge l'abbé Bernard Dubuis, aumônier de Jeunesse ouvrière chrétienne du Valais (JOC). Une question porte sur les rapports entre l'Eglise et l'Etat, au sujet desquels l'abbé Dubuis déclare :

« Dans le Valais, l'Eglise catholique est la religion d'Etat. C'est dire que l'Eglise et l'Etat ont partie liée. Cela se voit en premier sur le niveau du salaire des prêtres. Chaque ouverture du Grand Conseil a lieu par une messe à la cathédrale. Ensuite les recteurs des collèges cantonaux sont des ecclésiastiques. La formation des éducateurs, donc instituteurs et institutrices, est dans les mains d'organisations religieuses, de congrégations religieuses. D'autre part, il y a à l'école l'enseignement catholique... à l'école d'Etat l'enseignement catholique. »

Le journaliste demande à l'abbé Dubuis si cette relation étroite entre l'Eglise et l'Etat est un bien.

Réponse :

« C'est bien pour certains, ça dépend de quel côté on se situe. Forcément que ça avantage d'abord le parti majoritaire, le parti au pouvoir, qui peut ainsi se servir de l'Eglise pour continuer à être majoritaire en Valais. Mais ça dessert je crois l'Eglise dans sa mission profane. Ça l'empêche d'être assez libre face à ce pouvoir établi, à l'ordre établi, pour annoncer l'Evangile. » (Nouveliste Feuille d'Avis du Valais, 4 mai).

Ces paroles vont déclencher une véritable croisade en Valais, croisade qui part de deux milieux différents mais conjugués. Il y a tout d'abord le clergé traditionnaliste représenté par les abbés J. Anzévi, F. Rey et G. Bovier, qui mettent en cause les affirmations de l'abbé Dubuis, rappellent les grands principes de la cité chrétienne, louent le Valais chrétien et brandissent le spectre du communisme. Il y a ensuite des milieux politiques défendus par les doctrinaires habituels de « Valais Demain » : René Berthod et Roger Pitteloud. Ce qui frappe dans leurs articles comme dans ceux des abbés Rey et Anzévi, c'est l'intolérance, le refus d'entrer en dialogue avec le courant que représente l'abbé Dubuis. De plus, on se borne à rappeler des principes abstraits ; on n'analyse jamais la situation concrète et réelle des rapports entre l'Eglise et l'Etat ; ou si on le fait, c'est pour louer le Valais chrétien.

Chose surprenante : l'évêque de Sion ne prend pas position directement sur le « cas Dubuis ». Sous la pression de plusieurs personnes, il rappelle à ses fidèles la nécessité de l'esprit critique face aux moyens de communication de masse. On aimerait, dans certains milieux conservateurs, une position plus ferme de l'autorité ecclésiastique et il est même

question de demander à cette même autorité de reconnaître que le parti majoritaire est le seul qui soit vraiment chrétien.

En effet, dans l'optique du parti majoritaire, il y a de quoi s'affoler, car l'abbé Dubuis n'est pas seul. Il est aumônier de la JOC, mouvement d'Eglise, qui prend des positions de plus en plus progressistes, et qui s'engage profondément dans la lutte réelle des jeunes travailleurs. Cet engagement s'est manifesté peu avant l'émission « Temps présent » de façon inadmissible pour le pouvoir établi : la JOC a fait une analyse de la situation des apprentis en Valais ; elle fait connaître aux apprentis les résultats de cette enquête en distribuant un tract devant les centres professionnels de Sion et Monthey. La réaction des milieux politiques ne se fait pas attendre : une délégation se rend chez l'évêque afin d'obtenir une mise en garde à l'abbé contestataire.

Cependant, si les déclarations de l'abbé Dubuis à la TV provoquent les colères de l'ordre établi, ces mêmes déclarations font naître un nouveau courant d'opinion. Un groupe de quatre-vingt-quatre chrétiens lance un appel au dialogue. Une centaine de lettres parviennent à l'abbé Dubuis ; le thème qui revient constamment est que l'abbé Dubuis a osé dire tout haut ce que d'autres pensent sans oser l'affirmer ouvertement.

L'affaire Dubuis est le révélateur de conflits nouveaux qui s'annoncent en Valais. Pour comprendre ces conflits, il est nécessaire d'analyser quelques aspects de la réalité valaisanne actuelle.

La nouvelle « élite » valaisanne

Il apparaît de plus en plus en Valais qu'à une couche sociale dominante de type traditionnel composée de notables, d'hommes d'affaires et du cercle des professions libérales bourrées de prestige, s'ajoute une nouvelle couche de technocrates, qui, ayant pris en main le développement du Valais, essayent de mettre en œuvre un type d'action reposant sur le mythe du Valais dynamique, du Valais « demain ». Cette classe, relativement nouvelle, se rassemble autour de trois notions-clefs : la compétence, la modernité, le dynamisme pragmatique, notions particulièrement utilisées dans le développement touristique et la pratique des affaires. On voit apparaître ainsi un type de pouvoir qui se veut rationnel, mais aussi exclusif. De plus cette nouvelle « élite » comprend que le dynamisme du développement valaisan n'est pas si limpide, ni si sûr qu'elle veut bien le dire ; elle tend donc à privilégier la promotion rapide, les fortunes vite faites par ces moyens très aléatoires et ambigus dans la réalité économique actuelle que sont la petite et moyenne entreprise, le tourisme, la spéculation et l'appel aux capitaux étrangers. Cette nouvelle classe dominante ne peut pas agir seule ; elle est obligée de colla-

borer avec l'ancienne qui détient encore certains pouvoirs. Mais en réalité ce sont les technocrates-promoteurs qui impriment réellement au Valais les modes actuels de son développement.

Les moyens utilisés

Pour réaliser ses objectifs, « l'élite » valaisanne a besoin du consentement de la population, à qui il faut faire croire que le Valais est le pays de la démocratie et que l'élite exprime l'intérêt général. A ce sujet, une stratégie est mise en place qui s'appuie essentiellement sur les points suivants :

1. L'utilisation de la tradition, qui permet de camoufler des changements trop rapides et de sécuriser la population :

« La tradition peut aussi procurer une certaine sécurité justement en raison du fait qu'elle découle d'expériences vécues. Et elle constitue également une bienfaisante continuité, tant il est vrai que l'homme normal supporte mal les changements profonds, et parfois traumatisants, tels que les propose notre monde en ébullition. » (NFA, 5 mai)

2. Le maintien d'une lutte entre partis, symboles de la démocratie. Mais cette lutte, malgré son caractère parfois virulent, est plus apparente que réelle puisque les grandes orientations économiques et politiques sont pensées et décidées par d'autres cercles que les partis et le parlement.

3. La relation très étroite entre l'Etat et l'Eglise tendant à accréditer le vieux rêve de la cité chrétienne, où il n'y a pas de dominants et de dominés ; où la hiérarchie et l'ordre sont justifiés. A travers ce rêve, la couche dominante tend à faire croire qu'elle agit dans l'intérêt général :

« Si nos députés valaisans croient trouver dans une prière commune la lumière et la force qui leur permettront d'atteindre ensemble la justice objective, pourquoi, alors ne pas encourager leur démarche de foi ? » (NFA, 29 avril)

4. Un anticommunisme exacerbé et naïf, qui tient lieu d'argument politique choc, et qui fait jeter la suspicion sur toute remise en question du système. « Ceux de l'Eglise du Silence, vraiment informés parce qu'ils sont sur place pensent tout autrement que ces petits abbés en mal de révolution distribuant chez nous des tracts comme les gardes rouges à Pékin. » (NFA, 9 avril)

« La JOC ne retrouve donc la parole que pour « flangarder » les partisans de la révolution marxiste et accréditer chez les catholiques les thèses politiques importées de Pékin, Moscou ou Nanterre ».

« Nous commençons à en avoir assez de ces gens d'Eglise dont la prêtrise ne couvre plus que des activités politiques extrémistes ; dont la doctrine n'est que la reprise de slogans éculés du marxisme ;

L'extrême centre

L'expression d'extrême centre a été forgée voici plus de dix ans déjà par un politologue américain, Seymour M. Lipset (« L'homme et la politique » aux éditions du Seuil). Mais elle n'a pas pris. Sans doute parce que l'analyse politique est encore sous-développée. Notre vision de l'éventail politique en est restée à une opposition gauche-droite. La troisième dimension nous fait défaut, comme nous le faisait remarquer le politologue-journaliste Georges Plomb. Et pourtant, elle serait nécessaire pour sortir d'une réflexion de type essentiellement binaire (blanc/noir), dans laquelle le centre, le marais, est un agglomérat d'opinions indéterminées, oscillant entre les deux seuls pôles possibles : la gauche et la droite.

Or, le centre existe. Il existe même de plus en plus ! Il a son idéologie et sa stratégie, tout aussi composées d'ailleurs que celles de la gauche et de la droite.

Les élections nationales de 1919

Mais une première difficulté. L'étiquette dont se parent les partis eux-mêmes ne suffit pas. Les radicaux se présentent volontiers comme le parti du centre. Mais c'est une affirmation électoraliste, démentie par la pratique politique des élus de ce parti.

Dans la vie parlementaire suisse, deux événements se sont superposés : la révolution bolchévique (et la grève générale) qui conduisit par réaction à la création du parti PAB (PAI en terre vaudoise, PPN en terre neuchâteloise), et l'introduction du système proportionnel.

Le Conseil national, dominé jusqu'en 1919 par les radicaux-démocrates — parti de gouvernement par excellence — change totalement d'apparence. Les socialistes passent de 22 à 41 élus, les radicaux reculent de 105 à 60, les catholiques-conservateurs

se maintiennent (de 42 à 41 élus) et les PAB passent de 0 à 29. Les clivages politiques sont alors à l'image des luttes sociales.

La dépolitisation

Avec l'Alliance des Indépendants, apparue à la faveur de la crise économique (élections de 1935), le citoyen n'est plus politiquement défini en fonction de son rôle dans le processus de production (prolétaire ou patron). Il est considéré surtout dans ses attitudes hors du travail. Les Indépendants ne s'intéressent pas tant aux revendications des personnes considérées comme gagnant leur vie qu'à celles qu'elles peuvent formuler dans l'utilisation de ce qu'elles ont gagné. Les indépendants deviennent ainsi le parti des consommateurs(-trices).

Le Mouvement national d'action républicaine et sociale, dont la constitution a été rendue publique le

dont les fidèles dignes d'intérêt ne peuvent plus être que les objecteurs de conscience, les drogués, les contestataires, les farfelus et les révolutionnaires. » (Valais-Demain, 30 avril)

En bref, cette stratégie permet à la classe dominante « nouvelle manière » d'exercer son pouvoir d'une façon aussi discrète qu'efficace. Pendant ce temps, la population, gavée de principes et de slogans se rapportant à une réalité dépassée se bat sur de faux problèmes. Les apparentes luttes démocratiques n'ont qu'une fonction de camouflage des réelles difficultés et injustices ainsi que de la politique de la nouvelle « élite » qui a besoin des mythes et thèmes traditionnels pour jouer efficacement son rôle.

Quelques difficultés

Cette stratégie pourtant ne va pas sans soulever un certain nombre de contradictions. Voici les principales.

1. La tradition qui devrait assurer le rôle d'encadrement des esprits et des groupes est en même temps commercialisée pour les touristes, qui eux-mêmes apportent des comportements nouveaux, une idéologie nouvelle et mettent ainsi en crise les valeurs sécurisantes qui devaient entretenir le statu quo dans la population.

2. Dans l'Eglise, des prêtres remettent en question leur rôle de fonctionnaires ainsi que la « folklorisation » de certaines pratiques religieuses. Au nom de l'Evangile, des prêtres et des laïcs n'acceptent plus que la religion devienne complice de l'ordre établi, sa justification et son idéologie.

« Nous ne cesserons de dénoncer tout ce qui dans l'ordre établi, maintient l'homme dans un état de servitude ou favorise la promotion individuelle et les privilèges de toutes sortes. Car nous voulons aider les Jeunes Travailleurs à devenir « conscients », à donner un sens à leurs révoltes, et à se mettre en action pour répondre à leurs besoins et à ceux du monde des petits ». (Lettre du bureau romand de la JOC à la presse.)

3. Des enseignants, étudiants et apprentis se demandent quel rôle on leur fait jouer dans les nouvelles orientations de la modernisation valaisanne. Ils se rendent compte que les conflits sociaux qui éclatent dans d'autres cantons et à l'étranger ne sont pas les fâcheuses conséquences d'un complot international, mais représentent une authentique lutte politique et économique pour la justice et la démocratie.

4. La contradiction se fait de plus en plus forte entre la presse quotidienne valaisanne liée aux milieux dominants et soucieuse de maintenir les valeurs traditionnelles même au prix d'une information sélective et déformée, et les moyens de communi-

cation extérieurs au canton (TV, radio, journaux) qui mettent en échec cette entreprise d'information monolithique.

« A plusieurs reprises, et à propos de sujets fort divers, la télévision romande se livre à une propagande délétère comme une vieille fille de rue cherche dans les contorsions les plus grotesques le renouvellement du plaisir qui inexorablement lui échappe et se fait plus mince à mesure qu'avance son âge. C'était d'abord l'apologie de la drogue, puis celle du mariage collectif; aujourd'hui c'est la liberté de l'enseignement religieux, ce sont les pulsions nébuleuses (mais réelles) de vicaires sans doute insatisfaits, traînant dans les déambulateurs de leur cerveau un évangile frelaté qu'édulcore une dialectique empruntée à un marxisme revu et simplifié. » (NFA, 3 mai)

Notons par ailleurs que la nouvelle classe dominante souhaiterait une presse quotidienne plus moderne, moins « musclée » et bornée que celle du « Nouvelliste ». Cependant, elle ne peut se passer de cette presse avec qui elle a partie liée. C'est là une des contradictions les plus significatives de l'« élite » valaisanne, qui aimerait dénoncer une presse rétrograde, mais qui n'ose le faire parce qu'elle a besoin de cette même presse.

5. Enfin l'anticommunisme vulgaire semble être de moins en moins « payant » et même devenir une arme qui se retourne contre ceux qui l'utilisent. On ne se laisse plus enfermer dans l'alternative : ou l'ordre établi en Valais ou le régime totalitaire des pays de l'Est. On découvre que les incantations anticommunistes ne sont qu'un moyen de camoufler les problèmes réels du Valais. Certains secteurs de l'Eglise valaisanne ne sont pas étrangers à cette dénonciation de l'anticommunisme comme alibi des classes dominantes :

« Pourquoi, en Valais, cette hantise du communisme qui surgit dès qu'une opinion non conformiste se manifeste ? N'est-ce pas une manière trop facile de se décharger sur un ennemi extérieur — bouc émissaire tout désigné — de difficultés internes auxquelles l'on est confronté ? » (Un groupe de quatre-vingt-quatre chrétiens valaisans, « Le Courrier », 3 mai)

L'affaire « Dubuis » : un révélateur

C'est sans doute parce qu'elle intervenait au cœur de ces contradictions fondamentales que l'« affaire Dubuis » a suscité un tel remous en Valais. La mise en cause des valeurs traditionnelles a suscité une foule d'articles tendant à réexprimer celles-ci, à redire le train des arguments classiques. Le fait qu'il s'est agi d'une émission de TV a donné une occasion de reprendre et de continuer le processus de critique des média extérieurs, laissant sous-entendre que l'objectivité serait le privilège de la presse

locale. L'aspect « progressiste » des déclarations de M. Dubuis a été exorcisé par une assimilation grossière à la propagande communiste ce qui permettait de déclencher la campagne que l'on sait. Enfin la mise en cause des rapports Etat-Eglise a donné lieu à un effort de justification reposant surtout sur l'autosatisfaction présentant le Valais comme un lieu privilégié où :

« Le maintien d'un certain niveau de moralité, un progrès social considérable à tous les échelons, une jeunesse encore saine dans l'ensemble, une relative solidité de la famille, un idéal de travail et une conception élevée de cette vie mortelle que soulève une espérance éternelle... » seraient dus à « tant d'hommes d'Eglise et d'Etat unis dans une collaboration réelle, sincère et désintéressée ». (NFA, 4 mai).

Vers le vrai débat

En bref, on a assisté avant tout à un débat de nature idéologique, qui a permis une réaffirmation massive des principes traditionnels, mais qui a camouflé les problèmes essentiels :

1. Le pouvoir réel — la nouvelle « élite » — n'a pas eu besoin d'intervenir directement, donc de se dévoiler. Les idéologues de service ont seuls livré le combat de première ligne : René Berthod et Roger Pitteloud étaient là pour rappeler des principes humanistico-chrétiens auxquels les technocrates ne croient plus mais qui leur servent de paravent.

2. Le débat n'a donné lieu à aucune analyse des fondements socio-économiques des problèmes, qui seuls auraient permis de donner un contenu concret à la recherche de la signification des rapports Eglise-Etat.

3. L'intolérance qui s'est manifestée s'est appuyée sur des principes abstraits alors qu'elle ne faisait que traduire la peur de deux pouvoirs conjugués : un pouvoir clérical-intégriste (F. Rey; J. Anzévui) et un pouvoir économique-politique.

4. Enfin, et ceci est révélateur, on n'a jamais cherché à comprendre les problèmes valaisans dans un cadre suisse et international, ce qui aurait permis de voir que le Valais n'échappe pas au conflit actuel des sociétés occidentales.

Le vrai débat s'inscrit sur un arrière-fond économique et politique. Les nouveaux courants d'opposition en Valais ne sauraient oublier cette remarque fondamentale, ni dans l'analyse, ni dans l'action. Le combat social et politique n'atteindra ses objectifs de transformation qu'à une double condition :

— informer la population des mystifications qui s'exercent sur elle;

— s'affronter au pouvoir réel en le démasquant au-delà de ses camouflages idéologiques.

L'action des apprentis, si modeste pourtant, avait compris cette exigence.

12 mai, accentue ce phénomène de dépolitisation. Les citoyens ne sont envisagés ni comme travailleurs ni comme consommateurs, mais simplement comme personnes appartenant à une même communauté nationale.

Les Indépendants — centre modéré — cherchent à dépasser les contradictions de notre société en développant l'idée d'un « capitalisme à but social ». Avec les Républicains sociaux, ces contradictions disparaissent au profit de la seule patrie. Et tout ce qui pourrait lui nuire est rejeté.

Les normes du discours politique traditionnel

Les programmes de ces deux partis — qui empruntent et rejettent tout à la fois certains des éléments propres à une politique socialiste et capitaliste — doit nous conduire à développer cette idée d'un

centre qui ne se situe pas à mi-chemin de la gauche et de la droite, mais qui a une existence autonome. Les porte-parole de l'Action nationale — première mouture — ont toujours déclaré ne pas être xénophobes. Ils ne reprochent rien aux étrangers. Mais ils s'insurgent contre une politique d'immigration qui déséquilibre, disent-ils, nos structures politiques, sociales et économiques.

M. J. Schwarzenbach a déclaré à plusieurs reprises qu'il était favorable à une amélioration du statut des travailleurs étrangers en Suisse (regroupement familial, liberté d'établissement, changement de profession) et qu'il incombait au Conseil fédéral de prendre de telles mesures.

Il faut voir dans ces prises de position bien d'avantage que de simples choix tactiques. M. J. Schwarzenbach déroute, dans une certaine mesure, parce que sa stratégie n'est pas réductible en termes de

gauche et de droite, et échappe par conséquent aux normes du discours politique traditionnel.

National et socialiste

Le côté éminemment conservateur et nationaliste ne trompe pas. Mais, à l'inverse, le refus de lier le développement du pays aux seules contingences de la rentabilité n'est pas éloigné de certaines thèses socialistes. Facilement national et socialiste, on sait sur quoi peut déboucher un tel mouvement qui s'adresse aux classes moyennes sur lesquelles les fascismes ont construit leurs pouvoirs.

Cette mixture à quelque chose de répugnant quand on considère chacun des ingrédients qui la composent. Elle constitue cependant un fait politique puisqu'elle trouve un écho dans une population dépolitisée, c'est-à-dire incapable de se situer dans le